



BUDGET JUSTICE 2027

L'enfumage ministériel face à la réalité de nos prisons !

communiqué national communiqué national communiqué national communiqué national

Le garde des Sceaux se félicite d'un budget prétendument « historique » de 11 milliards d'euros. Mais sur le terrain, la réalité des personnels de surveillance est tout autre. Derrière les grands discours, le compte n'y est pas pour le SPS-CEA !

Pour 100 balles, t'as plus rien !

Une « prime d'encombrement » dérisoire : face à une surpopulation carcérale record qui frôle les 90 000 détenus, le ministère ose nous octroyer une prime de 300 euros par an. Soit à peine 25 euros par mois pour compenser des conditions de travail devenues intenable. C'est une insulte face à l'explosion de l'insécurité et des agressions quotidiennes contre le personnel !

Des situations qui ne datent pourtant pas d'hier !

Retard immobilier dramatique : le ministère vante le lancement de prisons modulaires et de nouveaux quartiers, mais la réalité est celle de chantiers qui s'éternisent et de promesses non tenues. Ce retard chronique dans la construction de nouvelles places nous condamne à gérer l'urgence dans des établissements saturés et vétustes !

Manipulation de chiffres !

Des créations de postes vite éponnées : **annoncer 680 ETP pour l'administration pénitentiaire est une goutte d'eau !**

Ce chiffre ne suffira même pas à compenser la vague massive des départs en retraite, maintenant nos structures dans un sous-effectif permanent.

Mais qui peut faire la promotion de notre métier ?

Nouvelles missions et explosion des heures sup' : les missions se multiplient (sécurisation, nouveaux dispositifs) sans les bras nécessaires pour les assumer. La gestion de la pénurie repose entièrement sur nos épaules, et les heures supplémentaires explosent au détriment de notre santé et de nos vies privées.

Le compte n'y est pas **et ceci depuis de nombreuses années !**

Le SPS-CEA exige des moyens à la hauteur de la crise, un plan immobilier concret, un plan de recrutement massif sur 3 ans qui comble les plus de 6000 postes vacants, une vraie reconnaissance indiciaire et l'arrêt de l'austérité déguisée !

Le 19 juillet 2026